

## **L'environnement économique**

### Evolution internationale

Après le net ralentissement conjoncturel de 2008/2009, qui a touché avant tout les pays industrialisés et qui a culminé au premier semestre 2009, la reprise s'est amorcée à l'échelle de la planète. La production industrielle a redémarré, entraînant une progression du produit intérieur brut des pays concernés. Epargnés en partie par la crise, les pays en plein essor comme la Chine, l'Inde ou le Brésil sont parvenus entre-temps à maintenir des taux de croissance annuels élevés, de l'ordre de 7 à 10 pour cent. Les pays industrialisés, qui ont plus souffert de la crise financière et de la crise immobilière, affichent des taux d'expansion inférieurs, de 3 pour cent en moyenne. Les pays industriels ont profité d'une conjoncture vigoureuse dans les pays émergents, mais aussi de la politique fortement expansionniste des banques centrales et des incitations conjoncturelles des pouvoirs publics.

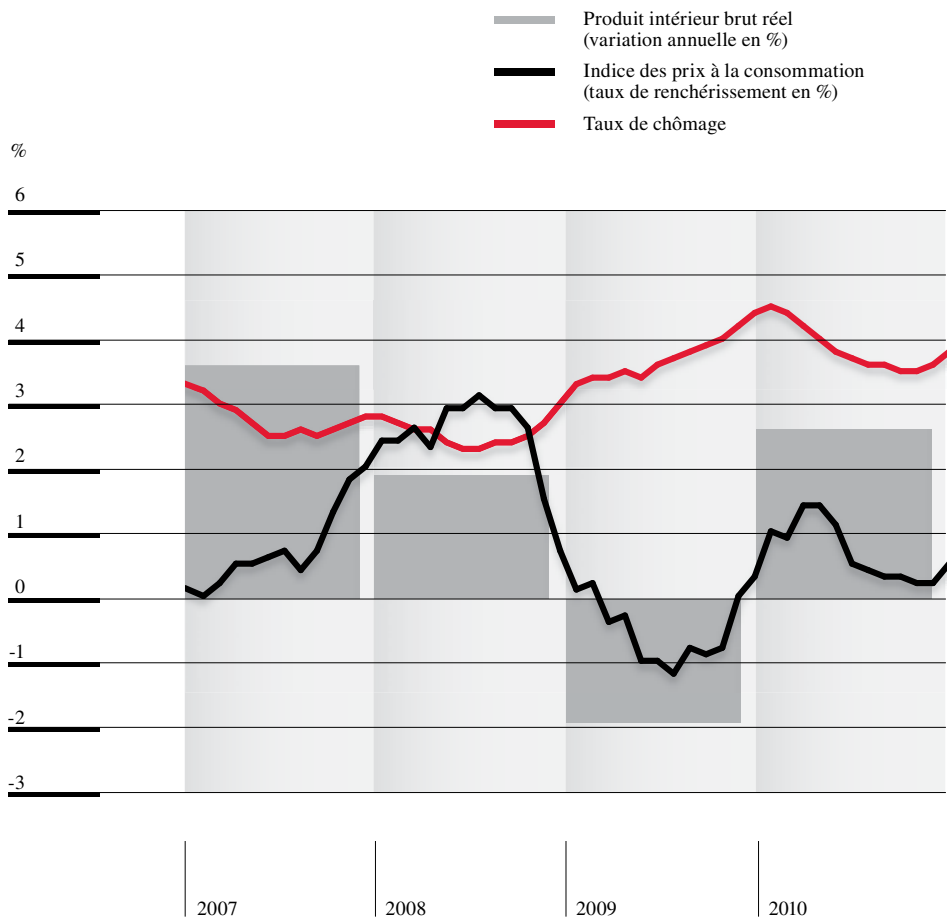
En Europe, l'Allemagne et la Suisse se sont démarquées par le dynamisme de leurs activités, alors que nombre de pays d'Europe méditerranéenne ou de la zone euro ont été confrontés à des problèmes d'épargne et de refinancement en raison de déficits élevés, d'un endettement croissant et de la surchauffe des marchés immobiliers. Grâce au plan de secours de 750 milliards d'euros – un montant provisoire – adopté en 2010 par les ministres des finances de l'Union européenne, il a été

possible d'éviter la faillite des Etats menacés, de freiner la chute de l'euro et de couper court aux velléités d'abandon de la monnaie unique. Il ne fait aucun doute que pour de nombreux Etats, même extérieurs à l'Europe, le niveau inquiétant du taux d'endettement restera au centre des discussions politiques et qu'il faudra trouver des solutions.

En dépit de l'embellie conjoncturelle, les marchés du travail ne se sont pas détendus et le nombre de chômeurs demeure élevé. En décembre 2010, le taux de chômage dans la zone euro était de 10 pour cent, contre 9,6 pour cent pour l'ensemble des 27 pays de l'Union. Aux Etats-Unis, de nouveaux emplois ont été créés, avec pour conséquence une diminution du taux de chômage à 9,4 pour cent en fin d'année. La Réserve fédérale américaine (Fed) estime que l'économie américaine aura besoin de quatre à cinq ans supplémentaires pour compenser les dix millions d'emplois perdus lors de la récession.

Les indicateurs avancés publiés en fin d'année confirment que l'embellie conjoncturelle devrait se poursuivre au premier semestre 2011 dans pratiquement toutes les régions économiques. Dans son Economic Outlook de janvier 2011, le Fonds monétaire international (FMI) anticipe pour l'exercice en cours une croissance réelle du produit intérieur brut de 3,0 pour cent aux Etats-Unis, le principal pays industrialisé de la planète (2,8 pour cent l'année précédente). Un taux positif de 1,6 pour cent est

## Evolution conjoncturelle en Suisse 2007 – 2010



attendu au Japon (4,3 pour cent l'année précédente); dans la zone euro, il devrait avoisiner 1,5 pour cent (1,8 pour cent l'année précédente).

La tendance inflationniste s'est accentuée en 2010. Dans les pays de l'OCDE, le taux moyen d'inflation est passé de 0,4 pour cent à 1,9 pour cent. Dans l'Union européenne, la poussée des prix constatée en fin d'année dans l'alimentation, dans les matières premières et dans les produits pétroliers a amené le taux d'inflation au-delà de 2 pour cent. La Banque centrale européenne (BCE) estime que l'objectif de stabilité des prix n'est pas sérieusement menacé, d'autant qu'une grande partie de la hausse actuelle s'explique par la pénurie de biens, et moins par des facteurs monétaires. Pour l'année en cours, la BCE anticipe un fléchissement de la progression des prix, et donc une inflation plus modérée.

Estimant le niveau d'inflation acceptable d'un point de vue monétaire, du moins dans un premier temps, les banques centrales américaine, européenne et japonaise ont maintenu leurs taux aussi bas que possible, pour ne pas étouffer une reprise encore faiblarde. Le dernier abaissement de taux de la BCE date de mai 2009 (elle l'avait porté à 1 pour cent), alors que les taux directeurs américains sont maintenus à un plancher depuis décembre 2008. A la fin de 2010, le loyer de l'argent était pratiquement nul aux Etats-Unis, mais aussi au Japon, de 0,5 pour cent en Grande-Bretagne et de 1,0 dans la zone euro. La

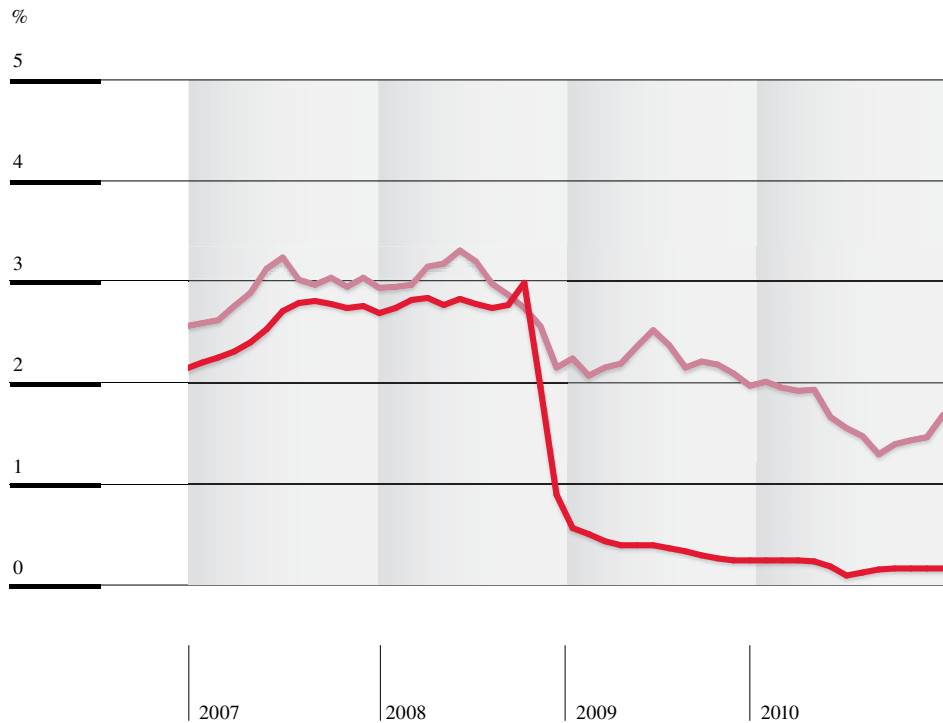
Banque nationale suisse a fait peu ou prou comme les autres instituts, en maintenant l'intervalle de taux, fixé en mars 2009 déjà, entre 0 et 0,25 pour cent. Un record historique.

L'exercice a été favorable aux actions, en dépit des incertitudes permanentes sur les marchés financiers et sur les marchés monétaires. Après avoir affiché une performance de -12 pour cent au premier semestre 2010, l'indice MSCI a ensuite gagné 23 pour cent sur les six derniers mois de l'année, clôturant l'exercice sur une progression voisine de 9 pour cent. Dans les principaux pays industrialisés, les résultats indiciels sont les suivants: 16,1 pour cent pour le DAX Xetra, 12,8 pour cent pour le S&P 500, 11,0 pour cent pour le Dow Jones et 9,0 pour cent pour le FTSE. Le Stoxx50 a dégagé une performance annuelle de 0,9 pour cent, le Stoxx50 basé sur l'euro de -5,4 pour cent; le Nikkei et le CAC-40 se sont inscrits en baisse, de respectivement 3,0 pour cent et 3,3 pour cent. En queue de classement, on trouve le MIP-30, qui clôture l'année à -13,2 pour cent. Les deux indices d'actions suisses, le SPI (+2,9 pour cent) et le SMI (-1,7 pour cent) sont en ligne avec la moyenne des autres marchés d'actions internationaux.

L'augmentation des prix des matières premières amorcée au début de 2009, juste après l'apogée de la récession, s'est poursuivie aux quatre coins du monde, dans le sillage de la reprise économique dans les pays industrialisés et de la demande inta-

## Evolution des intérêts 2007 – 2010

- Obligations de la Confédération à 10 ans
- Dépôts en CHF à 3 mois sur l'eumarché



rissable des pays émergents. Cependant, les prix mondiaux des principales matières premières étaient, à la fin de 2010, inférieurs aux niveaux qui étaient les leurs avant la crise, en 2008/2009. L'indice des prix des matières premières CRB de Reuters/Jefferies, qui intègre l'énergie, l'industrie, les céréales, le bétail et les métaux précieux, entre autres, s'est envolé de 27 pour cent sur un an. Mais les hausses de prix divergent d'une matière première à une autre: ainsi, le prix de l'argent est monté en flèche, de 80 pour cent, tandis que le prix du palladium (un métal précieux du groupe du platine) a pratiquement doublé. Les métaux terreux rares n'ont pas échappé à la tendance. Dans le secteur énergétique, particulièrement sensible aux prix, le prix du baril a renchéri de 15 pour cent, de 80 dollars à 91 dollars. Pour sa part, l'or est devenu plus cher de 28 pour cent en dollars (de 16 pour cent en francs), soutenu par la demande de l'industrie et des investisseurs.

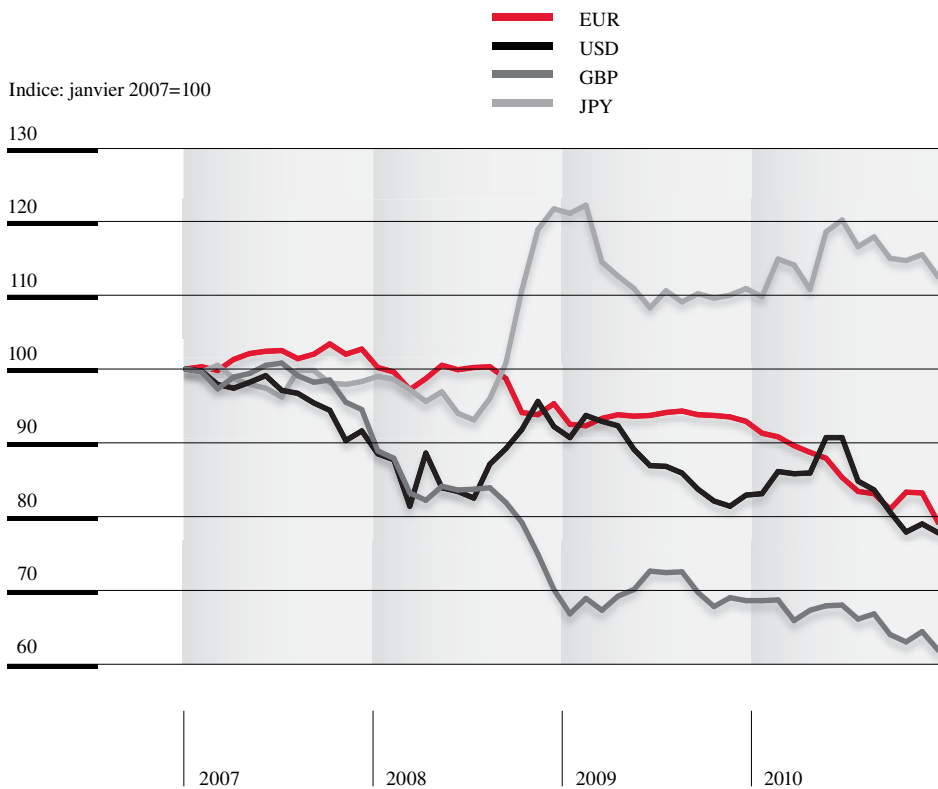
## Suisse

### **Produit intérieur brut (PIB)**

L'expansion des activités s'est poursuivie en Suisse au cours de l'exercice sous revue. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) confirme que la croissance a progressé au troisième trimestre 2010, pour la cinquième fois consécutive depuis le milieu de 2009. Les estimations provisoires font

état d'un accroissement de 0,7 pour cent du PIB en termes réels par rapport au trimestre précédent (0,8 pour cent trois mois auparavant); l'augmentation ressort à 3,0 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette évolution réjouissante repose avant tout sur la vigueur de la demande domestique, alors que le commerce extérieur a ressenti l'effet négatif des composantes services. La consommation privée a augmenté de 1,8 pour cent par rapport à l'année précédente, alors que les dépenses publiques ont, sur la même période, reculé de 0,1 pour cent. Les investissements ont progressé encore, mais à un rythme moins soutenu, soit 3 pour cent; rappelons que la hausse avait été de 5,2 pour cent au deuxième trimestre. Au troisième trimestre, les investissements en biens d'équipement ont augmenté de 4,4 pour cent en rythme annuel; les investissements dans la construction sont remontés de 1,8 pour cent. Globalement, la demande domestique a gonflé de 1,8 pour cent. Au troisième trimestre, la croissance des exportations est passée de 15 pour cent à 3,5 pour cent, du fait, principalement, d'un recul sensible des exportations de services (-3,9 pour cent). Les exportations de marchandises (hors objets de valeur) n'ont pas échappé à la tendance: sur l'année, leur expansion s'est tassée, de 12 pour cent à 7 pour cent environ. En ce qui concerne les importations, elles ont marqué le pas, avec un taux de croissance en baisse, de 13 pour cent à 8 pour cent. Sur l'ensemble de l'exercice, la

# Evolution des principales monnaies 2007 – 2010



balance commerciale affiche, selon les chiffres de l'Administration fédérale des douanes, un solde de 19,6 milliards de francs, de 3,8 pour cent inférieur à celui de 2009. Au 1,9 pour cent de tassement du PIB 2009 en termes réels fait suite une croissance économique de 2,6 pour cent en 2010, toujours selon le SECO.

### **Evolution des prix**

Comme dans le reste de l'Europe, les prix des produits importés sont remontés vers la fin d'année en Suisse, en dépit de la vigueur du franc. L'inflation a frêmi, sous l'influence des produits pétroliers et des produits alimentaires. Le taux d'inflation moyen 2010 s'est inscrit à 0,7 pour cent en Suisse, après avoir reculé de 0,5 pour cent en 2009. Par conséquent, le taux d'inflation sous-jacente 1 (hors alimentation, boissons, tabacs, produits de saison, énergie et carburants) est redescendu de 0,9 pour cent, à 0,2 pour cent, en moyenne annuelle. A la fin de 2010, l'indice national des prix à la consommation calculé par l'Office fédéral de la statistique s'établissait à 104,2 points (base décembre 2005 = 100 points), correspondant à un taux d'inflation de 0,5 pour cent. Ce chiffre indique que les prix des biens domestiques ont augmenté plus nettement que ceux des biens importés (respectivement 0,6 pour cent et 0,3 pour cent). En Suisse, le renchérissement reste néanmoins faible, si on le compare à celui de la zone euro en fin d'année (2,2 pour cent), ou à celui de

l'Union européenne dans son ensemble (2,6 pour cent). Dans ses prévisions d'inflation, la Banque nationale suisse anticipe pour 2011 un taux moyen d'inflation bas, de l'ordre de 0,4 pour cent.

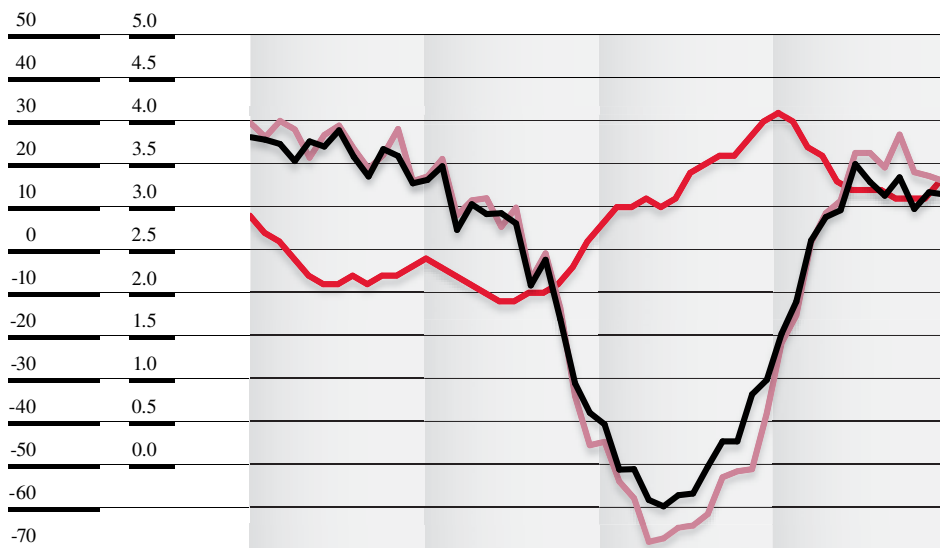
La tendance s'est inversée aussi sur les prix de gros: après s'être contractés en 2009 de 3,9 pour cent en moyenne annuelle, les prix à la production et à l'importation sont remontés légèrement sur l'année, de 0,2 pour cent. Alors que les prix à la production n'ont guère évolué en Suisse (-0,1 pour cent, 2009: -2,0%), les prix à l'importation dans le commerce de gros ont grimpé de 0,8 pour cent en moyenne (-7,4 pour cent l'année précédente).

### **Marché du travail**

A la suite de la récession de 2008/2009, le taux de chômage a culminé à 4,5 pour cent en janvier 2010 (175 800 personnes), avant de décliner à 3,8 pour cent à la fin de 2010 (148 600 personnes au chômage, partiel ou complet). S'agissant de la réduction de l'horaire de travail, elle a touché un point haut en octobre 2009, avec 3640 demandes; la situation s'est ensuite améliorée grâce au nouveau souffle conjoncturel, avec un ressac des demandes à environ 950 en novembre 2010. Le nombre d'emplois vacants s'est envolé de 43 pour cent en l'espace d'un an, à 15 500 fin décembre. Le taux de chômage s'est inscrit à 3,9 pour cent en moyenne, contre 3,7 pour cent l'exercice précédent; il devrait, selon les

# Evolution conjoncturelle Espace Mittelland 2007 – 2010

- Marche des affaires en Suisse
- Marche des affaires dans l'Espace Mittelland
- Taux de chômage dans l'Espace Mittelland



Indicateur de la marche  
des affaires

Taux de chômage  
en %

2007

2008

2009

2010

estimations du KOF et du SECO, refluer à 3,0–3,5 pour cent en 2011.

Le baromètre publié par l'Office fédéral de la statistique fait état d'un nouveau raffermissement de l'emploi en Suisse au troisième trimestre 2010, principalement dans le secteur tertiaire. Sur l'année, le nombre de personnes occupées s'est accru de 0,3 pour cent dans le secondaire, à 1,04 million, et de 1,2 pour cent dans le tertiaire, à 3,041 millions. L'indicateur des perspectives d'emploi et l'indice des postes vacants signalent tous deux une revitalisation conjoncturelle en Suisse.

### **Taux d'intérêt**

La Banque nationale suisse a maintenu la politique monétaire expansionniste décrétée à la fin de 2008, quand la récession menaçait l'ensemble des économies de la planète. Les taux, qui étaient descendus en 2009 à des niveaux historiquement bas, ont encore décliné au cours de l'exercice sous revue. En moyenne annuelle, le Libor pour dépôts à trois mois en francs suisses est passé de 0,38 pour cent en 2009 à 0,19 pour cent en 2010, tandis que le rendement des obligations à 10 ans de la Confédération s'est rétracté de 2,22 pour cent à 1,65 pour cent. En juin 2010, l'argent à 3 mois ne rapportait pratiquement rien, à 0,08 pour cent; pour ce qui est du rendement des obligations à 10 ans de la Confédération, il a touché un plancher historique en août 2010, à 1,10 pour cent. Par la suite, la Suisse n'a pas échappé au re-

tournement de tendance qui s'est opéré sur les marchés financiers internationaux et qui a entraîné une faible remontée du loyer de l'argent, du moins pour les échéances moyennes et longues. Reste qu'à la fin de 2010, le rendement des obligations à 10 ans de la Confédération stagnait à 1,67 pour cent, un niveau encore bas (1,97 pour cent une année auparavant).

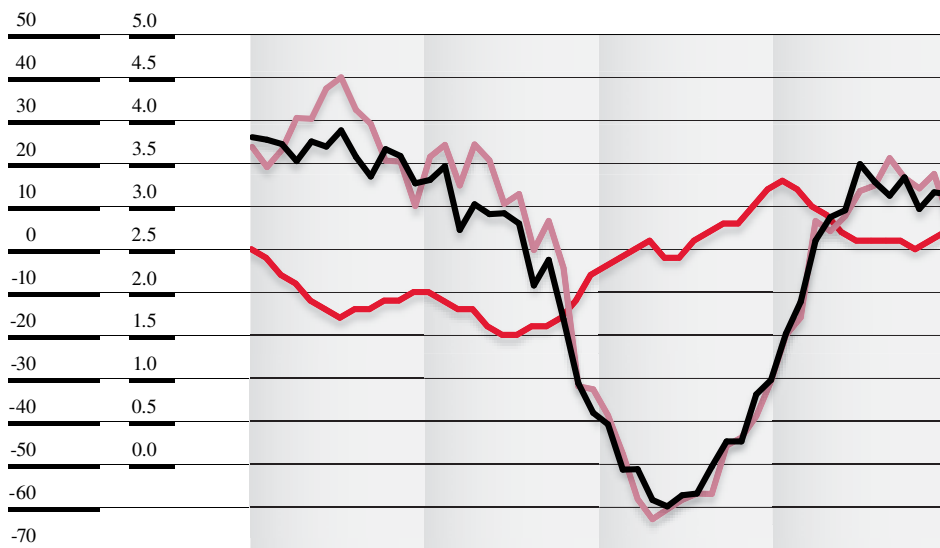
Le taux d'intérêt de référence applicable aux contrats de bail publié par l'Office fédéral du logement s'est inscrit à la baisse, en ligne avec la tendance générale des taux. Le taux en question est fondé sur le taux moyen des créances hypothécaires suisses pondéré des volumes, publié à une fréquence trimestrielle. A la fin de septembre 2010, le taux moyen non arrondi atteignait 2,65 pour cent, alors qu'il était de 2,86 pour cent un an auparavant. Une fois arrondi au quart de pourcentage, le taux hypothécaire de référence a, en l'espace d'un an, été ajusté vers le bas, de 3,00 pour cent à 2,75 pour cent, à partir du 2 décembre 2010.

### **Monnaies**

Le franc s'est apprécié nettement face à la monnaie européenne et au dollar tout au long de l'année, alors qu'il s'est quelque peu replié par rapport au yen. En décembre 2010, il fallait CHF 1,25 pour acheter un euro, contre CHF 1,50 environ l'année précédente. Pour sa part, la devise américaine a relevé la tête jusqu'en juin 2010, passant de CHF 1,04 à CHF 1,16, avant de

# Evolution conjoncturelle dans le canton de Berne 2007 – 2010

- Marche des affaires en Suisse
- Marche des affaires dans le canton de Berne
- Taux de chômage dans le canton de Berne



Indicateur de la  
marche des affaires

Taux de chômage  
en %

2007

2008

2009

2010

décrocher à nouveau les mois suivants. A partir du deuxième semestre 2010, le dollar s'est échangé à moins d'un franc pratiquement sans interruption, atteignant le taux de CHF 0,934 en fin d'année. Les craintes toujours plus vives exprimées par l'industrie d'exportation en Suisse, qui redoute que le renchérissement du franc ne mette à mal la compétitivité du pays et qu'il se répercute sur les exportations vers l'étranger, ne se reflètent pas encore dans les chiffres publiés à ce jour. En effet, l'Administration fédérale des douanes fait état d'une augmentation, en termes réels, de 7,4 pour cent des exportations entre janvier et décembre 2010 (-14,3 pour cent l'année précédente) et d'un bond de 8,4 pour cent des importations, toujours en termes réels (-9,9 pour cent l'année précédente).

La forte appréciation du franc sur les marchés a poussé vers le haut sa valeur extérieure nominale pondérée du secteur extérieur. La BNS confirme une hausse de 12 pour cent sur l'année, à 130,8 points (base de janvier 1999 = 100), contre 5 pour cent en 2009. Rapporté au rapport d'échange réel, qui tient compte des écarts de renchérissement entre zones monétaires, l'indice global 2010 a gagné 11 pour cent, à 112,8 points. Le rapport d'échange réel par rapport à la zone euro a augmenté de 16 pour cent environ; par rapport aux Etats-Unis, la valeur extérieure réelle du franc pondérée du secteur extérieur s'est accrue de près de 6 pour cent en un an.

## **Marche des affaires dans l'Espace Mittelland**

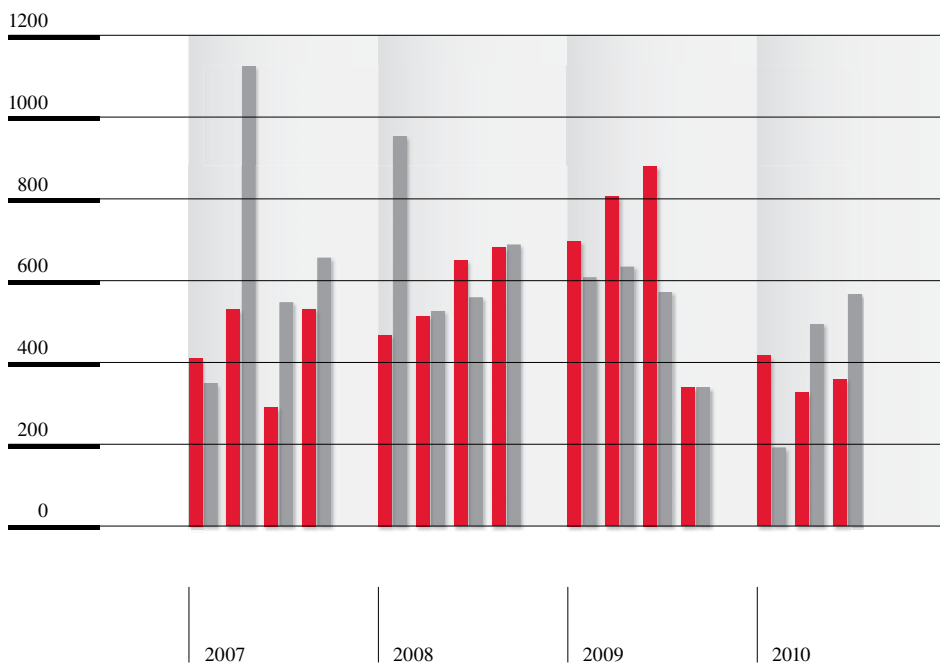
La marche des affaires s'est raffermie en 2010 dans les entreprises industrielles de l'Espace Mittelland (cantons de Berne, de Fribourg, du Jura, de Neuchâtel et de Soleure), après avoir connu un point bas conjoncturel en 2009. Sur douze mois, l'indice est remonté de -38 points à 16 points, un niveau supérieur à la moyenne, inégalé depuis 2007. Ce chiffre émane du Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ, le KOF, qui sonde chaque mois les entreprises industrielles. Dans le même temps, l'utilisation des capacités est passée de 76 pour cent à 83 pour cent, en ligne avec l'utilisation moyenne des cinq dernières années.

Cette évolution favorable de la conjoncture s'est fait sentir sur le marché du travail de l'Espace Mittelland. Ainsi, le nombre de personnes sans emploi a baissé sur un an de 6400, à 29600, avec pour conséquence un reflux du taux de chômage de 4,0 pour cent à 3,3 pour cent. Il faut relever que c'est dans le canton de Berne que le taux de chômage est, en moyenne, le plus bas, à 2,8 pour cent; suivent Fribourg (3,2 pour cent), Soleure (3,7 pour cent), le Jura (5,4 pour cent) et Neuchâtel (6,4 pour cent). En décembre 2010, le canton de Neuchâtel était le plus mal loti (6,2 pour cent) des cinq cantons, suivi du Jura, avec 5,0 pour cent; les autres cantons de l'Espace Mittelland affichaient un taux inférieur à la moyenne nationale de 3,8 pour cent (Berne 2,7 pour cent).

# Logements construits / Permis de construire dans 33 communes bernoises 2007 – 2010

■ Logements construits, valeurs trimestrielles  
■ Permis de construire, valeurs trimestrielles

Nombre de logements



Les chiffres de l'emploi confirment l'embellie sur le marché du travail. Selon l'Office fédéral de la statistique, le nombre d'emplois dans l'Espace Mittelland a, au troisième trimestre 2010, augmenté de 0,6 pour cent à 856 000 par rapport à l'année précédente. La tendance au glissement du secondaire vers le tertiaire se confirme: alors que le nombre de personnes occupées dans le secondaire s'est replié de 0,9 pour cent à 244 000, celui du nombre de personnes occupées dans le tertiaire a augmenté de 1,2 pour cent à 612 000.

### **Marché des affaires dans le canton de Berne**

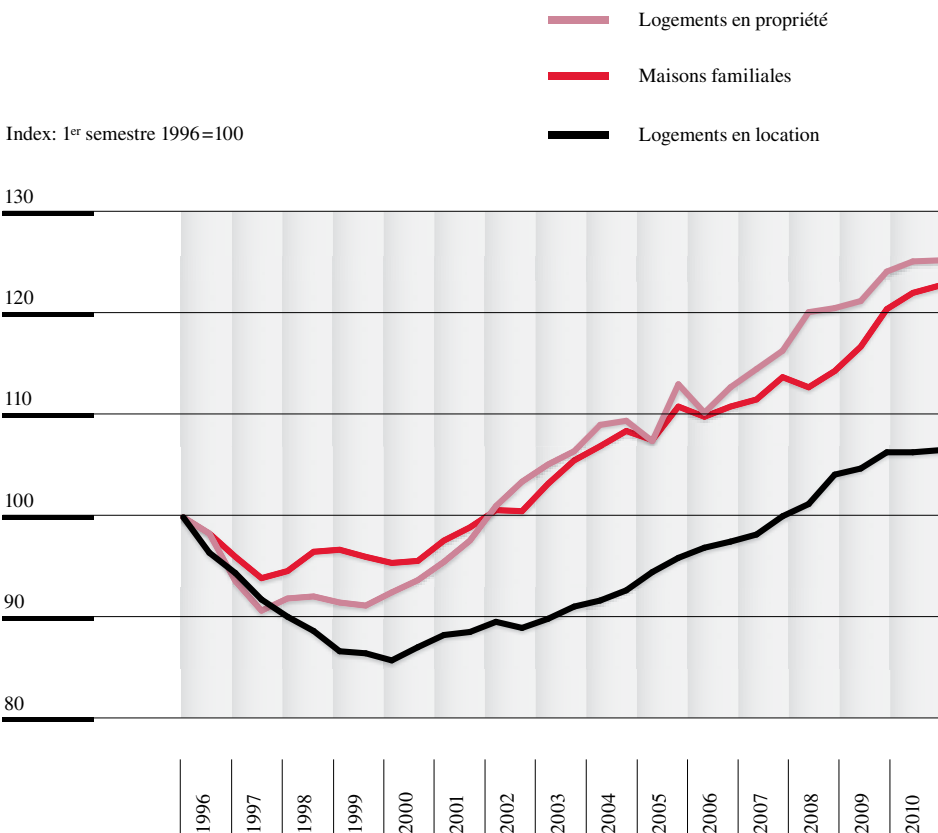
Les signes étaient perceptibles depuis le milieu de l'année 2009: l'indice de la marche des affaires calculé chaque mois par le KOF sur la base des sondages effectués auprès des entreprises bernoises a repris des couleurs, jusqu'à retrouver un niveau supérieur à la moyenne au deuxième semestre (+20 points d'indice). Vers la fin de l'année, seuls les secteurs électronique, horlogerie et mécanique de précision ont marqué le pas, les autres activités industrielles restant à un niveau supérieur à la moyenne. L'utilisation moyenne des capacités dans les entreprises bernoises est remontée de son point bas de 76 pour cent au deuxième trimestre 2009 à 83 pour cent au quatrième trimestre 2010, soit un point de pourcentage de plus que la moyenne de long terme. Au quatrième trimestre 2010, les revenus se sont améliorés pour 14 pour

cent des entreprises interrogées, alors qu'ils se sont détériorés pour 29 pour cent d'entre elles. Sur un an, l'horizon de production s'est élargi de 0,4 mois, à 3,7 mois. En décembre 2010, 16 pour cent des entreprises interrogées étaient satisfaites de leurs carnets de commandes, alors que 29 pour cent d'entre elles les estimaient trop faibles. Enfin, 8 pour cent des entreprises disaient avoir un effectif trop élevé (31 pour cent l'année précédente), contre 3 pour cent qui estimaient le contraire (1 pour cent l'année précédente). En considération des entrées de commandes attendues et de la production planifiée, le premier semestre 2011 devrait sourire aux entreprises industrielles bernoises.

### **Construction de logements**

L'état de la situation dressé en décembre 2010 par «Construction suisse», l'organisation nationale de la construction, est tout aussi réjouissant que celui des trimestres précédents, les activités s'étant maintenues à un niveau appréciable. 82 800 personnes étaient employées dans la construction pendant les neuf premiers mois de 2010, 2,4 pour cent de plus que l'année précédente. Le nombre de logements construits a progressé dans le même temps de 0,6 pour cent à 27 700 unités, comme l'indique l'Office fédéral de la statistique. Par ailleurs, il se construit de plus en plus en dehors des agglomérations. Dans l'agglomération zurichoise, le nombre de logements nouveaux a augmenté de 23 pour

# Marché immobilier: Indice des prix des offres dans le canton de Berne 1996 – 2010



cent à 4100 unités; dans la région bernoise, par contre, il a diminué de 61 pour cent à 593 unités. L'agglomération bâloise et l'agglomération genevoise ont connu elles aussi une baisse, de respectivement 23 pour cent et 17 pour cent. En revanche, l'agglomération lausannoise a vu le nombre de logements nouveaux bondir de 46 pour cent à 1180 unités. Au troisième trimestre 2010, 70 200 logements étaient en construction en Suisse, soit 13 pour cent de plus qu'une année auparavant. Le nombre de permis de construire était pratiquement aligné sur celui de la période équivalente 2009 (12 600).

Dans le canton de Berne, le nombre de logements nouveaux s'est contracté, après la hausse sensible de l'année précédente (communes de plus de 5000 habitants): sur les neuf premiers mois de l'année, il a fléchi de 54 pour cent à 1100 unités, dont 273 à Thoune et 203 à Berne. Au troisième trimestre 2010, 3770 unités (24 pour cent de plus qu'une année auparavant) étaient en construction à l'échelle du canton. Le nombre de permis de construire s'établissait à 570, 1 pour cent de moins qu'en 2009.

«Construction suisse» prévoit une hausse des chiffres d'affaires en 2011, en dépit des restrictions budgétaires de la Confédération et de la fin des mesures conjoncturelles. Selon un sondage mené par le KOF auprès des entreprises membres de la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA), les projets en fin d'année 2010 se présentent sous de bons auspices.

### **Logements vacants**

Le sondage effectué chaque année par l'Office fédéral de la statistique révèle que 36 700 logements étaient inoccupés en Suisse au début de juin 2010, soit 1950 de plus (+6 pour cent) que l'année précédente. Le taux d'inoccupation est donc passé à 0,94 pour cent du parc total, contre 0,90 pour cent un an auparavant. Depuis 2001, le taux est resté une fois encore en deçà de la moyenne des vingt dernières années (1,14 pour cent). Dans l'Espace Mittelland, le nombre de logements vacants a progressé de 14 pour cent, de 1370 à 11 450 en l'espace de douze mois; par voie de conséquence, le taux d'inoccupation est remonté de 1,18 pour cent à 1,32 pour cent, une valeur supérieure à la moyenne. Les taux les plus élevés ont été enregistrés dans les cantons du Jura (2,08 pour cent), de Soleure (1,98 pour cent), de Neuchâtel (1,30 pour cent), de Berne (1,22 pour cent) et de Fribourg (0,92 pour cent). Dans le canton de Berne, le nombre de logements vacants a augmenté de 620 unités en un an, soit 11 pour cent à 6100; le taux d'inoccupation a progressé de 0,12 point de pourcentage.

### **Secteur principal de la construction dans le canton de Berne**

8750 personnes (moyenne trimestrielle des neuf premiers mois de 2010) travaillaient dans le secteur principal de la construction du canton de Berne, soit 120 de plus que l'année précédente. Selon la Société suisse

des entrepreneurs, les entrées de commandes étaient de 480 millions de francs en moyenne par trimestre, soit 2,4 pour cent de moins qu'une année auparavant. Cet essoufflement trouve son origine dans la contraction des entrées de commandes dans le génie civil (7,3 pour cent), alors que le bâtiment s'est affiché en hausse de 2,8 pour cent. Au troisième trimestre 2010, les entrées de commandes du bâtiment affichaient un volume de 236 millions de francs (+2,3 pour cent par rapport à l'année précédente), celles du génie civil de 239 millions de francs (-12,4 pour cent par rapport à l'année précédente). Dans le canton de Berne, les carnets de commandes dans la construction de logements ont enregistré, sur un an, une baisse de 11 pour cent à 120 millions de francs. Le montant des carnets de commandes avoisinait 475 millions de francs au troisième trimestre 2010; il était de 14 pour cent supérieur à la moyenne des vingt dernières années et il se répartissait à parts quasiment égales entre le bâtiment et le génie civil.

Les réserves de travail atteignaient 1134 millions de francs (+17 pour cent) à fin septembre 2010, soutenues par le génie civil (+25 pour cent à 648 millions de francs), mais aussi par le bâtiment (+7 pour cent à 486 millions de francs). Les réserves de travail se répartissaient comme suit: bâtiment 43 pour cent, génie civil 57 pour cent (année précédente: 47 pour cent et 53 pour cent). Dans leur ensemble, les réserves de travail du troisième trimestre

2010 ont dépassé de 11 pour cent la moyenne des vingt dernières années. Pour ce qui est de la valeur des projets de construction, elle a diminué sur un an de 3 pour cent à 432 millions de francs. Alors que le volume a reflué de 9 pour cent à 233 millions de francs dans le génie civil, il a augmenté de 5 pour cent à 199 millions de francs dans le bâtiment. Le volume des projets de construction de logements est remonté de près de 2 pour cent à 109 millions de francs.

### **Prix de l'immobilier**

Selon l'Office fédéral de la statistique, les prix de l'immobilier se sont à nouveau tendus entre avril et octobre 2010, après avoir marqué une brève pause. Sur un an, la hausse a été de 0,8 pour cent (0,8 pour cent dans le bâtiment, 0,9 pour cent dans le génie civil). Dans l'Espace Mittelland, la progression s'est établie à 1,2 pour cent (2,0 pour cent dans le génie civil, 0,9 pour cent dans le bâtiment), une valeur supérieure à la moyenne.

### **Marché immobilier**

La demande domestique a soutenu la demande de logements dans un contexte très favorable fait de taux très faibles, d'inflation quasi inexistante et d'amélioration du marché de l'emploi et des revenus. La forte hausse des prix de l'immobilier, surtout dans les zones résidentielles convoitées et dans les régions où la main d'œuvre étrangère a afflué en provenance de l'étranger, a

déclenché une controverse publique sur une éventuelle surchauffe du marché de la pierre. Dans le canton de Berne, la progression des prix s'est affaiblie au deuxième semestre 2010, aussi bien dans le segment résidentiel que dans le secteur commercial. Selon Wüest & Partner Zurich, qui mesure l'indice des prix de l'offre, les prix des logements en location dans le canton de Berne ont augmenté au deuxième semestre de 0,2 pour cent par rapport à l'année précédente, après avoir gagné 2,1 pour cent une année auparavant. Pour ce qui est des logements en propriété, la progression s'est atténuée au cours de l'exercice, passant de 3,0 pour cent à 0,9 pour cent (de 5,3 pour cent à 1,9 pour cent pour les maisons individuelles). Dans le secteur commercial, les prix des surfaces ont renchéri de 0,8 pour cent, alors qu'ils s'étaient effrités de 12 pour cent une année auparavant. A l'inverse, les prix des surfaces de vente se sont érodés de 7 pour cent au deuxième semestre 2010, alors qu'ils étaient montés de 16 pour cent l'année d'avant. Les surfaces de bureau, enfin, sont devenues 1,0 pour cent meilleur marché, comme en 2009.

### **Tourisme**

Le recul du nombre de nuitées enregistré par l'hôtellerie et la restauration suisses l'année précédente a pu être stoppé aussi bien pendant la saison d'hiver (novembre 2009 à avril 2010) que pendant la saison d'été (mai à octobre 2010). L'Office fédéral

de la statistique a annoncé une hausse de 0,5 pour cent des nuitées pendant la saison d'hiver et de 2,5 pour cent pendant la saison d'été, malgré le renforcement du franc tout au long de l'exercice et la crainte d'un tassement de la demande des visiteurs étrangers. En 2010 (janvier à novembre), le nombre de nuitées s'est accru de 0,68 million (2,1 pour cent), à 33,8 millions pour l'ensemble du pays, une augmentation imputable à raison de 2,0 pour cent aux hôtes indigènes et de 2,1 pour cent aux visiteurs étrangers. Comme les années précédentes, la répartition des nuitées entre visiteurs étrangers et hôtes indigènes était de 57 pour cent contre 43 pour cent. La durée moyenne de séjour a un peu diminué, de 0,1 jour, à 2,2 jours (2,4 jours pour les visiteurs étrangers, 2,1 jours pour les hôtes indigènes). Le canton de Berne reste le plus visité (4,64 millions de nuitées, soit 0,8 pour cent de plus que l'année précédente), après les Grisons (5,29 millions); viennent ensuite les cantons de Zurich (3,99 millions), du Valais (3,94 millions) et de Genève (2,60 millions). Les statistiques des régions précisent que 3,52 millions de nuitées reviennent à l'Oberland bernois (+1,1 pour cent par rapport à l'année précédente), qui prend ainsi la quatrième place du classement national; sa quote-part au total des nuitées du canton de Berne est de 76 pour cent, comme en 2009.

### **Marché du travail du canton de Berne**

La situation s'est améliorée sur le marché du travail cantonal, dans le sillage de l'embellie conjoncturelle qu'ont vécue les autres régions de Suisse. En décembre 2010, 14 200 personnes étaient au chômage, partiel ou total, soit 2 500 de moins que l'année précédente; le taux de chômage a glissé de 3,2 pour cent à 2,7 pour cent. Par contre, le nombre de chômeurs de longue durée est passé de 1 630 à 2 260, alors qu'il avait augmenté de 900 personnes en 2009.

La région la moins affectée à fin décembre 2010 était l'Oberland bernois (2,2 pour cent), suivie de la Haute-Argovie/Emmental (2,6 pour cent), de Berne/Mittelland (2,7 pour cent) et du Seeland / Jura bernois (3,3 pour cent). Le commerce, les activités de réparation et la branche automobile ont été les plus touchés par le chômage (13 pour cent), suivis de l'hôtellerie et de la restauration (8,9 pour cent) et de la santé et des activités sociales (8,4 pour cent). Le nombre de personnes en recherche d'emploi dans le canton de Berne s'est contracté de 2 900 en un an, à 20 540. Le nombre de demandes d'indemnités versées en cas de réduction de travail a chuté, passant de 324 à 73, tandis que le nombre d'emplois vacants s'est contracté de 155, à 920.

### **Perspectives**

Au début de 2011, les indicateurs anticipaient une poursuite de la reprise conjoncturelle partout dans le monde. Néanmoins,

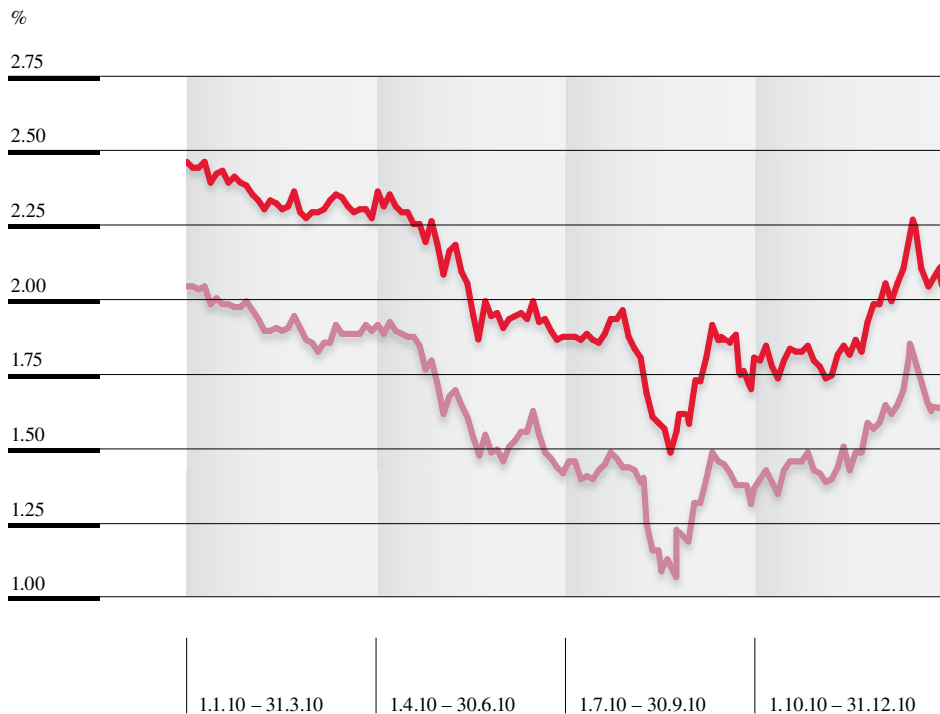
le rythme de croissance est appelé à ralentir par rapport à 2010, en raison notamment d'une certaine méfiance des consommateurs et de l'endettement public élevé de nombreux pays industrialisés. L'exercice 2011 s'annonce positif pour la Suisse aussi, même si le baromètre conjoncturel du KOF, qui se situait à un niveau élevé en fin d'exercice, n'exclut pas un tassement de la croissance. Pour ce qui est de l'indice des directeurs d'achats, il tutoyait 60 points en décembre, un niveau nettement supérieur au seuil des 50 points, réputé neutre d'un point de vue conjoncturel; au deuxième semestre 2010, il confirmait cependant un fléchissement du rythme d'expansion. Compte tenu de ces tendances, le KOF et le SECO escomptent cette année, pour autant que les cours de change restent stables et que les prix des matières premières ne s'envolent pas, une croissance du PIB de respectivement 1,9 pour cent et 1,5 pour cent en termes réels, contre 2,7 pour cent en 2010 (chiffre provisoire).

La tendance baissière des taux d'intérêts amorcée en 2009 s'est poursuivie de manière quasi-généralisée en 2010. Adynamique, la croissance économique n'était en mesure d'améliorer perceptiblement ni la situation sur le marché du travail ni l'utilisation des capacités de production, en particulier aux Etats-Unis. Dans ce contexte, le risque d'une inflation imminente était minime, ce qui a permis à la banque centrale étasunienne (Fed) de continuer à axer sa politique sur un approvisionnement substantiel du marché en liquidités, dans l'espoir de faire redémarrer le moteur économique. Le relèvement du taux directeur, presque nul, n'était pas à l'ordre du jour. Dans la zone euro également, les taux d'intérêts ont été maintenus à bas niveau: les différences considérables dans le rythme du rétablissement conjoncturel au sein de l'Union ont contraint la Banque centrale européenne – afin de protéger les pays les plus faibles – à poursuivre sa stratégie des taux bas. L'endettement parfois massif de certains Etats de l'UE rendait en outre délicat tout relèvement. Au cours de l'année, cette situation d'endettement s'est muée en une crise très éprouvante pour la monnaie unique. Au mois de février, une insolvabilité de la Grèce devenait de plus en plus probable. La recherche d'une solution a mis les pays de l'euro devant un dilemme: placer la Grèce sous la protection du Fonds monétaire international (FMI) ou plutôt sous celle de l'Union monétaire. Faire appel au

FMI aurait remis en question l'indépendance financière de l'UE, et une mise sous tutelle par d'autres pays de l'euro n'est pas prévue par le traité de Lisbonne. Au mois de mai, lorsque la pression était devenue extrême, les pays de l'euro ont finalement décidé d'octroyer à la Grèce un crédit de 110 milliards d'euros, et de mettre en place un «mécanisme européen de stabilité financière» sous forme d'un fonds de sauvetage permanent pour les pays en difficultés, doté de 500 milliards d'euros, auxquels le FMI ajoute 250 milliards. Les Etats qui souhaitent bénéficier d'un crédit remboursable issu de ce plan sont tenus d'accepter de sévères programmes d'austérité et de réformes. En tendant ce filet de sécurité, la BCE a opéré un virage radical dans sa politique: son rachat d'obligations d'Etats membres menacés a remis en question l'indépendance de l'institution. La crise de l'euro avait toutefois atteint une telle ampleur que toutes les mesures possibles et imaginables devaient être envisagées pour protéger la monnaie unique. Après avoir longuement hésité, l'Irlande – mise sous pression afin de préserver de grandes banques européennes (notamment allemandes et françaises), immensément créancières vis-à-vis de l'Etat irlandais, de pertes autrement plus conséquentes – a elle aussi dû se résoudre à se placer sous la main protectrice du tandem BCE/FMI, et d'autres candidats au sauvetage ont déjà été identifiés. Les détracteurs de la monnaie unique se trouvent aujourd'hui

# Taux à long terme en 2010

— Taux de swap à 10 ans  
— Rendement moyen des obligations de la Confédération à 10 ans



confortés dans leur argumentation: pour fonctionner, une union monétaire présuppose une union économique et fiscale solide, ce qui est loin d'être le cas actuellement. Il va sans dire que cette crise a eu des effets notables sur la Suisse, faisant décoller le cours du franc suisse par rapport à l'euro, et mettant ainsi l'industrie exportatrice helvétique, pilier d'une croissance stable, devant des défis d'envergure. La Banque nationale suisse (BNS) a bien tenté de limiter la tendance dès le printemps en intervenant énergiquement sur le marché des devises; en vain. Cette dernière s'est donc elle aussi retrouvée face à un réel dilemme: relever ou non les taux d'intérêts. Si une telle mesure s'impose en théorie en réaction à la reprise conjoncturelle et à la croissance rapide du marché hypothécaire, elle risque de faire s'envoler le franc suisse par rapport aux principales devises, ce qui desservirait encore davantage les exportations. La BNS a finalement décidé de maintenir les intérêts à leur faible niveau, se confinant simplement à une mise en garde contre des distorsions sur le marché immobilier et hypothécaire. Tandis que les taux d'intérêts sur le marché monétaire en francs suisses à court terme n'ont pas énormément évolués, demeurant à un taux contrôlé par la BNS de zéro pour cent environ toute l'année, le marché des capitaux à long terme a connu d'importantes fluctuations. Rémunérées à 1,97% en début d'année, les obligations à dix ans de la Confédération, titres de référé-

rence pour l'évolution du marché des capitaux, ont vu leur rendement décroître continuellement pour atteindre un taux plancher historique d'environ 1,10 % à fin août. Remontée à 1,67% au cours du dernier trimestre, leur rémunération n'en restait pas moins inférieur de 34 point de base à sa valeur de début 2010. Les taux pratiques sur les marchés des capitaux étasuniens ont connu une évolution similaire au cours du dernier trimestre 2010, progressant nettement en dépit d'une nouvelle injection de 600 milliards de dollars par la Fed début novembre. Cette mesure, appelée «assouplissement quantitatif», consiste dans le rachat par la banque d'émission d'obligations nationales afin d'approvisionner en liquidités le marché des capitaux et de maintenir à faible niveau les intérêts à long terme. Dans cet environnement de marché et d'intérêts, le volume de nouvelles obligations introduites sur le marché des émissions par des émetteurs domiciliés en Suisse a crû de 15% par rapport à 2009, alors que les émetteurs étrangers se montraient plus circonspects, le volume de titres introduits reculant de 30%. Dans l'ensemble, le volume des émissions était de 15% inférieur à l'exercice précédent. Sur l'ensemble des obligations étrangères échangées, 9% à peine concernaient des titres émis par des collectivités territoriales, la part du lion revenant aux banques, avec 57%. L'appréciation des risques par les investisseurs s'est nettement modifiée au courant de l'année: nombre

d'entre eux sont devenus méfiants à l'égard des Etats, préférant accorder leur confiance à des sociétés en bonne santé. S'agissant des créanciers nationaux, le podium des émetteurs était dominé par la Confédération, devant les centrales de lettres de gage et les entreprises. Quant aux cantons et aux villes, leur volume d'émissions était relativement bas. Etant donné que les problèmes d'endettement et monétaires seront toujours d'actualité en 2011, les incertitudes devraient perdurer et inciter les banques centrales à intervenir généreusement sur le marché, ce qui maintiendrait les intérêts à bas niveau. L'évolution des taux sur le marché des capitaux dépendra notamment de la politique menée par les banques centrales européenne et étasunienne, en l'occurrence: planifient-elles de conserver les intérêts à long terme à leur faible niveau au moyen de mesures d'assouplissement quantitatif et dans quelle mesure y parviendront-elles, compte tenu de la méfiance des marchés? Il ne faut cependant pas s'attendre à un inversement de tendance avant qu'un premier Etat ne soit contraint de procéder à une restructuration de sa dette et que les créanciers «y laissent quelques poils», une éventualité que les décideurs et les marchés refoulent encore opiniâtrement.

## L'évolution boursière en 2010

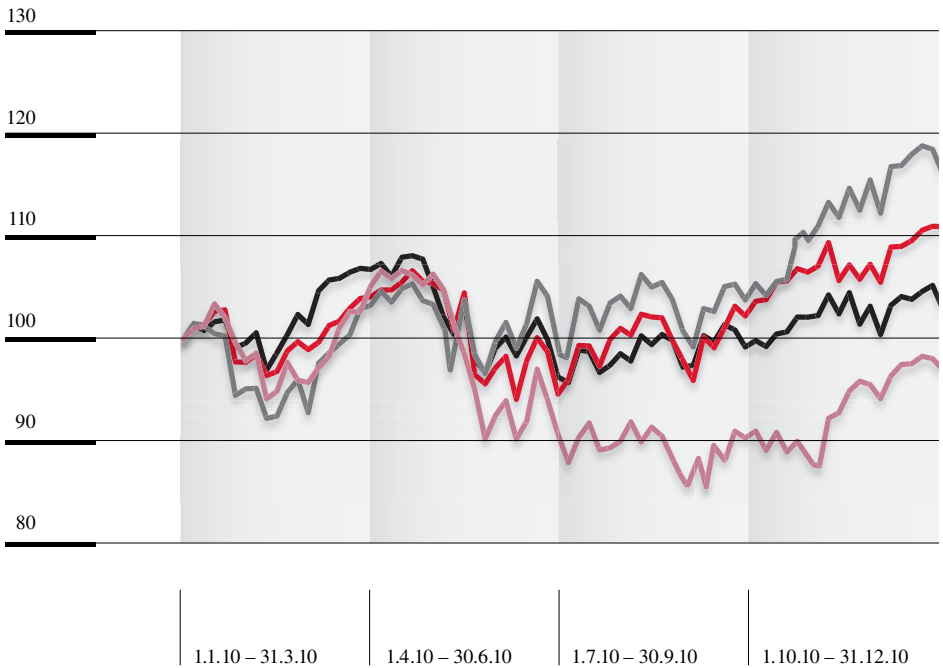
Après les remarquables succès de 2009, l'année boursière 2010 a débuté avec deux mois de repli, évolution due à un refroidissement de l'optimisme en raison de la crise financière, toujours latente, et des incertitudes quant à l'évolution conjoncturelle future. Consécutivement à des bilans annuels des entreprises majoritairement bons, l'ambiance s'est détendue aux mois de mars et d'avril: les activités de négoce ont alors eu le vent en poupe. Le mois de mai a été dominé par le contrecoup du «choc grec»: les marchés devaient retrouver leurs esprits après la demande d'aide formulée par le gouvernement hellène. Un regard approfondi sur le pays et sur son économie a mis en lumière une situation difficile, longtemps demeurée dissimulée par les possibilités de refinancement bon marché offertes par la monnaie unique ainsi que par une comptabilité créative. Les embarras de l'euro et la problématique de l'endettement – dont les investisseurs ont tout à coup repris conscience – conjugués aux plans d'austérité de nombreux pays industrialisés ont fait resurgir la crainte d'un net ralentissement économique, déprimant l'ambiance sur les différentes places boursières. Paradoxalement, ce sont ces mêmes facteurs qui ont incité les banques d'émission à adopter une politique monétaire expansive, faisant ainsi reculer les taux; une évolution qui a doublement profité aux actions: d'une part, les entreprises ont pu se refinancer à des conditions historiquement avantageuses, et d'autre part, les actions

ont retrouvé les faveurs des investisseurs, déçus par le faible rendement des titres à revenu fixe. Tirailés entre les influences positives et les influences négatives, les marchés ont eu tendance, durant l'été, à osciller latéralement – brièvement mais de manière parfois assez appuyée – aux alentours du niveau du début d'année. La bourse de Tokyo est la seule à être sortie du rang: l'indice Nikkei s'est effondré, atteignant par moment une valeur de 15% inférieure à celle de début janvier. Au cours du dernier trimestre, les tauxhausiers des marchés des capitaux ont animé nombre d'investisseurs à réduire les risques de cours liés aux obligations et à s'engager de manière plus décidée sur le marché des actions. Du fait d'un développement positif de l'économie, les craintes d'un nouveau ralentissement ont été reléguées au second plan; les places boursières ont de ce fait terminé l'année sur une note positive. Seule ombre au tableau de la SIX Swiss Exchange à la fin de 2010: le Swiss Market Index (SMI), indice constitué des 20 principales sociétés cotées, a plongé de 2%, clôturant l'année en légère baisse. Les principaux indices ont évolué comme suit: le SMI (indice des valeurs fortement capitalisées de la SIX Swiss Exchange): -1,68 pour cent, SPI (indice de tous les titres cotés à la SIX Swiss Exchange): +2,92 pour cent, le Dow Jones: +11,02 pour cent, le DAX allemand: +16,06 pour cent et le Nikkei japonais: -3,01 pour cent. Le fait que, malgré une conjoncture solide,

# Evolution boursière en 2010 (Suisse, Francfort, New York, Tokyo)

— SPI  
— DAX  
— DJ-NY  
— NIKKEI

Indice: 31.12.2009=100



le marché suisse ait sous-performé en comparaison d'autres places boursières s'explique notamment par l'envolée du franc suisse. Après une année 2010 qui, dans l'ensemble, fut réussie, les perspectives pour les marchés des actions 2011 sont optimistes, avec toutefois quelques réserves. Si les perspectives pour les entreprises sont actuellement encore positives, un coup de frein est déjà préprogrammé dans les exportations en raison de la force du franc suisse. L'endettement menaçant de divers Etats et la fragilité du système financier qui en découle sont également des facteurs handicapants. Par ailleurs, un bond sensible des taux d'intérêts sur le marché des capitaux – hypothèse envisageable bien qu'improbable – pourrait mener à un transfert retour des investissements des actions vers les obligations.

## Banques dans l'Espace Mittelland et relations bancaires

La pression concurrentielle dans le secteur bancaire s'est également poursuivie en 2010. Bien que déjà très dense, notre espace économique a vu émerger de nouveaux concurrents; le segment private banking, en particulier, a été fortement courtisé. Une fois encore, une banque privée active au plan national a ouvert une succursale à Berne. En outre, une autre banque cantonale a elle aussi renforcé sa présence, et l'un des principaux prestataires de services de négoce en ligne a ouvert un salon de conseil dans la capitale. Depuis la crise financière, nombre d'établissements financiers cherchent à croître, tandis que les grandes banques entendent récupérer le terrain perdu sur le marché domestique au cours de ces dernières années.

La vague de consolidation dans le secteur financier suisse a certes quelque peu perdu en dynamisme, mais il devrait toutefois se poursuivre à l'avenir, notamment en raison de la modification des exigeantes conditions-cadre réglementaires. Au cours de l'année sous revue, divers petits établissements ont été avalés par des banques plus importantes. La BNS a mis en garde contre une surchauffe du marché de l'immobilier. La tendance de ces dernières années qui consistait à externaliser services et processus a stagné. En 2010, certains instituts ont procédé à l'introduction annoncée de longue date de nouvelles plateformes informatiques. Entris Operations AG, la société de produc-

tion commune de la BEKB | BCBE et de RBA-Holding pour le traitement de la gestion des titres et du trafic des paiements, qui a démarré ses activités le 1<sup>er</sup> janvier 2008, a poursuivi ses activités avec succès. Quelque 220 collaborateurs traitent chaque année 64 millions de transactions de paiement et un volume de dépôt de 38 milliards de francs pour quelque 50 banques.

Parmi les banques régionales de l'Espace Mittelland, Valiant Holding surtout cherché à s'étendre en Suisse romande. L'été dernier, elle a également ouvert une succursale à Bienne, et conclu un accord de coopération avec la Triba Partner Bank, domiciliée dans le canton de Lucerne. La coopération de Valiant avec Postfinance concerne désormais également le marché hypothécaire.

La BEKB | BCBE a continué à collaborer avec plusieurs banques régionales dans nombre de secteurs: elle a offert aux établissements de l'Espace Mittelland des prestations en matière de devises/change, d'opérations boursières/EUREX et dans le domaine des fonds. Nous nous proposons de poursuivre et d'élargir ponctuellement cette collaboration avec les banques régionales sur le plan des produits et des transactions.

Aux échelons suprarégional et national, la collaboration au sein du groupe des banques cantonales revêt une signification particulière. Elle est mise en œuvre par les entreprises de services suivantes:

- Centrale des lettres de gage des banques cantonales suisses;
- Viseca Card Services SA;
- Swisscanto.

Les banques cantonales se sont regroupées en 1993 dans Swisscanto Holding SA afin de collaborer plus étroitement dans les services financiers et le conseil, en particulier dans la constitution de patrimoine, dans la gestion de fortune et dans la prévoyance. Au total, 121 fonds sont proposés: fonds monétaires, fonds en actions, fonds en obligations, fonds sectoriels, fonds géographiques, fonds immobiliers. En tout, le groupe Swisscanto gère un patrimoine avoisinant les 58 milliards de francs.

L'offre standardisée est assurée en premier lieu par les banques cantonales. Swisscanto se charge avant tout de gérer et de développer des fonds suisses et des fonds étrangers pour les banques cantonales; d'assurer un management professionnel; de développer le commerce international de valeurs mobilières par les banques cantonales; de promouvoir l'image d'entreprise commune des banques cantonales; d'offrir des prestations de bancassurance et de marketing financier. Les filiales de Swisscanto Holding SA travaillent sous leur propre responsabilité dans le cadre des consignes de la holding.

Appartiennent également à la holding Swisscanto:

- Fondation de placement Swisscanto  
La fondation de placement Swisscanto a

été créée en 1973 par l'Union suisse des banques cantonales et compte aujourd'hui parmi les plus grandes et les plus connues des fondations de placement en Suisse.

Le but de la société est la gestion collective de fortunes qui lui sont confiées par des caisses de retraite suisses et par les titulaires, auprès des banques cantonales, de comptes de libre passage et de comptes Epargne 3.

- Prévoyance Swisscanto SA  
Prévoyance Swisscanto SA a été fondée en 1983 avec la participation de toutes les banques cantonales. Cette société offre aux banques cantonales et à leur clientèle des services exhaustifs dans le domaine de la prévoyance professionnelle et privée.
- Fondations collectives Swisscanto SA – Conseil et gestion d'institutions de prévoyance professionnelle  
Cette fondation de prévoyance créée en 1973 et sise à Bâle propose à la clientèle commerciale des banques cantonales des produits et des services dans le domaine de la prévoyance, professionnelle comme privée. Avec la fondation collective Swisscanto Flex, fondée début 2009, l'offre est complétée avec des solutions de prévoyance collectives.

Cette collaboration permet à la BEKB | BCBE de proposer une vaste palette de services dans la gérance et le conseil de fortune ainsi que dans la prévoyance professionnelle et privée.

Par ailleurs, la BEKB | BCBE participe conjointement avec d'autres banques cantonales à des opérations d'émission, à l'octroi de crédits internationaux (particulièrement le financement des exportations et le financement consorcial d'entreprises ayant un lien avec l'Espace Mittelland) et au trafic international des paiements.

Au niveau international, le groupe des banques cantonales a conclu divers accords de coopération. Depuis plusieurs années, des contrats sont en vigueur avec plusieurs banques, notamment en Allemagne – pour la BEKB | BCBE avec Helaba, banque du Land de Hesse-Thuringe –, en France, en Italie, au Luxembourg et en Autriche. Dans le cadre de cette collaboration, le client BEKB | BCBE a droit à des services de banque correspondante.

S'agissant des produits, la BEKB | BCBE noue également des coopérations avec d'autres instituts financiers lorsque cela s'avère avantageux au niveau des coûts.

La BEKB | BCBE dispose d'une palette de produits compétitifs en euros.

En matière de services de banque correspondante, elle entretient des relations de compte avec quelque 180 établissements sis dans 40 pays, directement ou par l'intermédiaire du groupe des banques cantonales. Des paiements sûrs sont également effectués en direction des autres nations. Le traitement de ces transactions est assuré depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 par Entris Operations AG. La clientèle de la BEKB | BCBE tire parti de ces relations

internationales dans les cas suivants: opérations sur devises, trafic international des paiements, accréditifs et cautionnements.

La BEKB | BCBE ajuste en permanence ses intérêts en fonction des conditions du marché. L'évolution des taux d'intérêt sur les dépôts à court terme, sur les obligations de caisse et sur les hypothèques à taux fixe – de moyen et long termes – reproduit fidèlement les mouvements du marché.

En raison de la politique d'intérêts à bas niveau de la Banque nationale suisse (BNS), les taux des dépôts à terme ont été abaissés au cours du 2<sup>e</sup> trimestre à zéro pour cent pour toutes les durées.

Les taux des obligations de caisse de la BEKB | BCBE n'ont guère changé. Ils ont évolué dans une plage étroite et se situaient en fin d'année entre  $\frac{1}{2}$  et  $1\frac{3}{4}$  pour cent.

La rémunération des dépôts d'épargne a été réduite à  $\frac{1}{2}$  pour au 4<sup>e</sup> trimestre 2010. Les montants supérieurs à 500 000 francs ont été rémunérés à  $\frac{1}{8}$  pour cent. La rémunération du compte d'épargne actionnaire jusqu'à 50 000 francs s'est élevée en fin d'année à 1 pour cent et celle du compte Epargne 3 à  $1\frac{3}{4}$  pour cent. Le taux du compte épargne salaire s'est, quant à lui, établi à  $\frac{1}{4}$  pour cent (montants supérieurs à 100 000 francs:  $\frac{1}{8}$  pour cent).

Côté actif, les taux BEKB | BCBE sur les crédits et les prêts à intérêt variable ont été réduits au 1<sup>er</sup> trimestre à une fourchette allant de  $2\frac{3}{4}$  à  $7\frac{3}{4}$  pour cent. Précisons que les taux indicatifs des crédits commerciaux servent à fixer le taux applicable individuellement à chaque client; des majorations/réductions sont ensuite décidées en fonction de la qualité des sûretés propo-

sées et de la solvabilité du client. Les intérêts des crédits à taux variable aux communes ont atteint entre 2 et 6 pour cent.

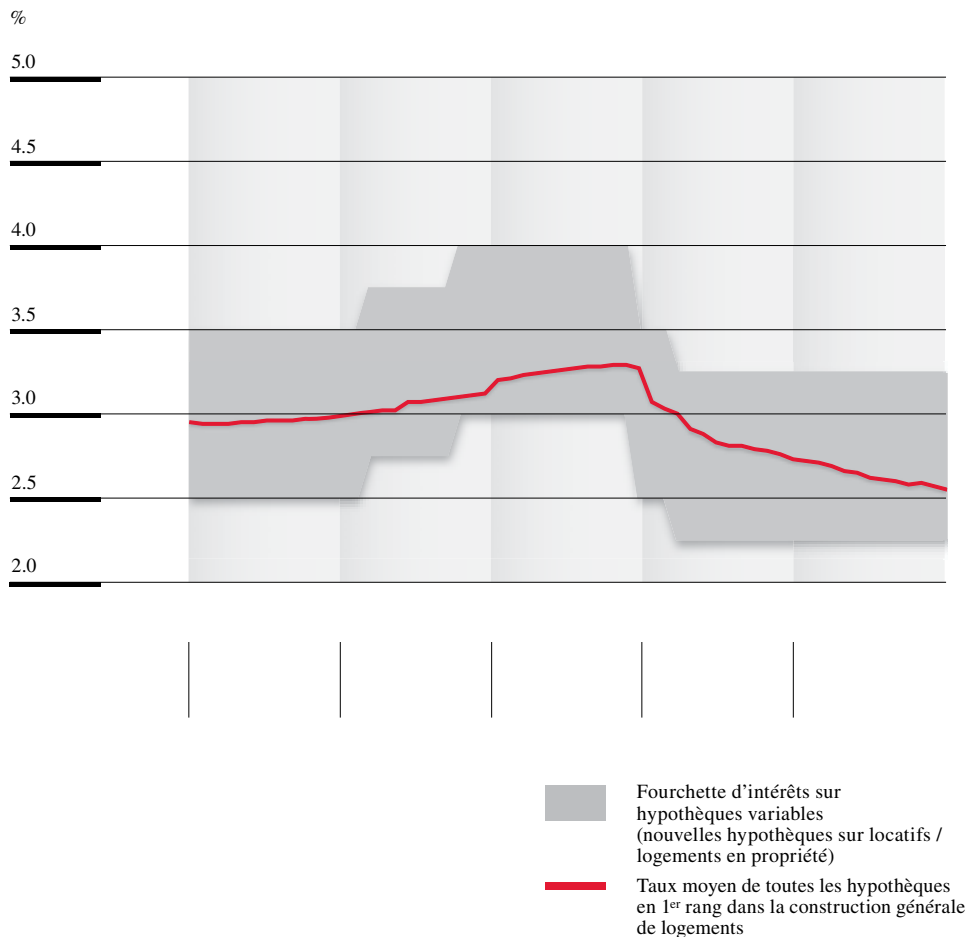
La BEKB | BCBE propose au client un large éventail de produits hypothécaires susceptibles de répondre à ses besoins. Les prix dépendent du marché et du risque individuel. La BEKB | BCBE publie une fourchette avec un taux plafond et un taux plancher pour les hypothèques à taux variable et les hypothèques à taux fixe en premier rang. Les hypothèques en premier rang à taux variable ont été proposées en 2010 à 2,25–3,25 pour cent, tandis que les hypothèques en premier rang à taux fixe d'une durée comprise entre 2 et 8 ans étaient affichées en début 2010 à 1,60–3,00 pour cent. Au fur et à mesure du recul des marchés des capitaux, l'intervalle s'est progressivement réduit jusqu'à atteindre 1,45–2,85 pour cent en fin d'année. La BEKB | BCBE publie mensuellement un taux moyen de toutes les hypothèques en premier rang qu'elle finance dans la construction de logements. A fin 2010, ce taux était de 2,55 pour cent (fin 2008: 2,73 pour cent).

# Evolution des intérêts hypothécaires

## BEKB | BCBE 2006 – 2010

Fourchette d'intérêts sur hypothèques variables  
(nouvelles hypothèques sur locatifs / logements en propriété)

Taux moyen de toutes les hypothèques en 1<sup>er</sup> rang dans la  
construction générale de logements



## Taux d'intérêt en 2010

### Evolution des taux actifs principaux

En %

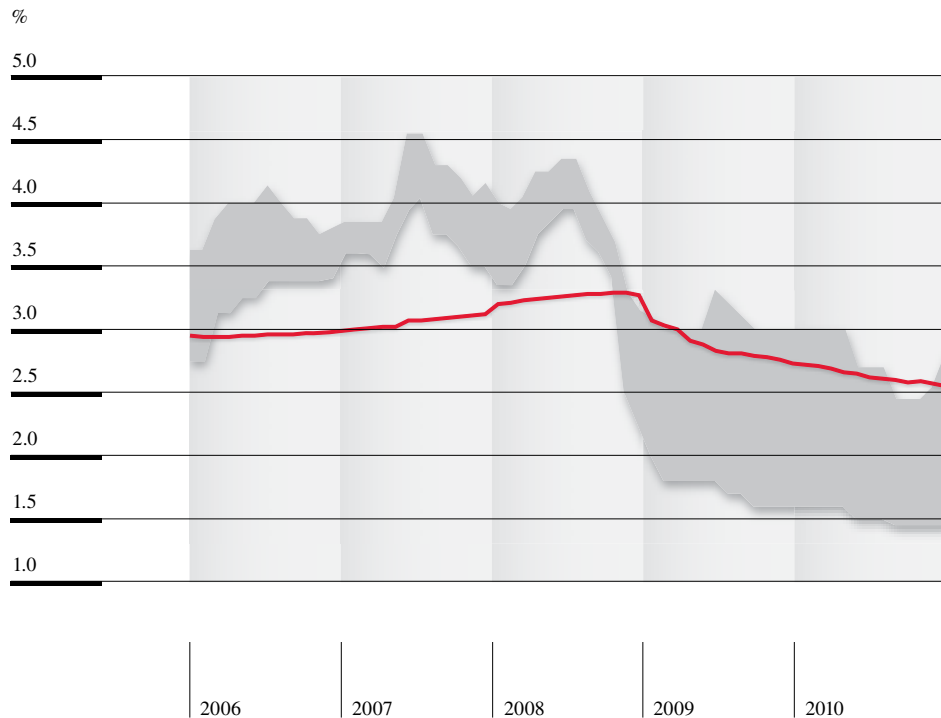
	Taux d'escompte	Crédits et prêts variables		Hypothèques et prêts immobiliers		
		Aux particuliers (selon type de couverture)	Aux collectivités de droit public	Taux moyen	Fourchette hypothèques à taux variable	Fourchette hypothèques à taux fixe (2-10 ans)
31.12.2009	4,50-5,50	3,00-8,00	3,00-5,75	2,73	2,25-3,25	1,60-3,30
03.02.2010		2,75-7,75	2,00-6,00			
02.03.2010						1,60-2,90
31.03.2010				2,69		
25.05.2010						1,50-2,70
30.06.2010				2,62		
17.08.2010						1,50-2,50
24.08.2010						1,45-2,45
30.09.2010				2,58		
30.11.2010						1,45-2,55
07.12.2010						1,45-2,65
21.12.2010						1,45-2,85
31.12.2010	4,50-5,50	2,75-7,75	2,00-6,00	2,55	2,25-3,25	1,45-2,85

# Evolution des intérêts hypothécaires

## BEKB | BCBE 2006 – 2010

Fourchette d'intérêts sur hypothèques à terme fixe 2–8 ans

Taux moyen de toutes les hypothèques en 1<sup>er</sup> rang dans la construction générale de logements



■ Fourchette d'intérêts sur hypothèques à terme fixe 2–8 ans  
— Taux moyen de toutes les hypothèques en 1<sup>er</sup> rang dans la construction générale de logements

## Evolution des taux passifs principaux

En %

	Compte courant	Dépôts à terme			Dépôts d'épargne à concurrence de 50000 francs			Obligations de caisse							
		3	6	12	Livrets/ comptes d'épargne	Epargne jeunesse/- placement/ actionnaire	Epargne 3	2	3	4	5	6	7	8	
		Mois ferme						Ans ferme							
31.12.2009	0,13	0,13	0,13	0,13	0,75	1,00–1,50	2,25	0,75	1,00	1,25	1,50	1,75	2,00	2,13	
01.05.2010					0,75	1,00–1,50	2,00								
26.05.2010		0,00	0,00	0,00				0,50	0,75	1,00	1,25	1,50	1,75	2,00	
18.08.2010								0,50	0,63	0,88	1,00	1,25	1,50	1,75	
01.10.2010					0,50	0,75–1,50	1,75								
31.12.2010	0,13	0,00	0,00	0,00	0,50	0,75–1,50	1,75	0,50	0,63	0,88	1,00	1,25	1,50	1,75	